

Le sens de l'action directe

Eduardo Colombo

« Une grève est une révolte ou une duperie »

Le Révolté, 1887

L'action directe s'enracine profondément dans le terreau de l'aide mutuelle. L'entraide est la base de l'organisation ouvrière ; c'est collectivement que les exploités peuvent se libérer et c'est en unissant leurs efforts qu'ils arriveront à imposer aux puissants leurs revendications : une société libre et juste, l'abolition du salariat, le nivelage des rangs et des fortunes.

Entre la réalité de l'exploitation quotidienne et l'aspiration vers une transformation radicale de la société, il y a un large espace pour l'organisation et pour la lutte. Le siècle dernier, malgré révoltes et révolutions, a vu s'installer dans sa dernière moitié, jusqu'à devenir hégémonique, un syndicalisme réformiste de collaboration des classes réclamant l'arbitrage de l'État et l'intervention de la représentation parlementaire toujours prête à établir ou à déroger une loi. Un syndicalisme intégré au régime établi.

En oubliant l'action directe, le mouvement ouvrier d'aujourd'hui se trouve entravé dans les fers du légalisme, impuissant après avoir laissé entre les mains d'une bureaucratie de représentants syndicaux la direction de la lutte, condamné à des grèves corporatives et à des manifestations symboliques, offrant ainsi un piteux contrepoids à la classe dominante. Ce syndicalisme écarte et même réprime le sens profond implicite dans la revendication ou dans la révolte des exploités : la transformation radicale de la société.

D'autres modalités de l'action sociale, économique et politique avaient commencé à germer dès les premiers pas du prolétariat militant, modalités qui mettaient en avant le fédéralisme et l'autonomie des organisations de classe fondées sur la conscience que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »¹. Ainsi, l'action directe était

1. Premier considérant du *Préambule des Statuts de l'Internationale* adopté par le premier Congrès général de l'AIT (Genève, 1866).

devenue l'âme de la branche anti-autoritaire de la Première internationale d'abord, pour s'incarner ensuite dans le syndicalisme révolutionnaire et dans l'anarchisme.

Encore et toujours reste ouverte une voie aux exploités – écrivait Bakounine – « c'est celle de (leur) *émancipation par la pratique*. Quelle peut et doit être cette pratique ? Il n'en est qu'une seule. C'est celle de la lutte solidaire des ouvriers contre les patrons »².

L'idée et la pratique de l'action directe se sont forgées dans le conflit qui parcourt subrepticement l'Internationale dès sa fondation au meeting de St. Martin's Hall en septembre 1864 jusqu'à la Conférence de Londres de septembre 1871.

Quand Karl Marx rédige les *Statuts provisoires* (*Provisional Rules*) à la fin octobre 1864, la question conflictuelle est passée inaperçue mais elle était destinée à s'amplifier jusqu'à produire la scission de l'Internationale. Marx était plutôt satisfait de son intervention en cet automne londonien, et le 4 novembre il écrit une longue lettre à Engels en lui racontant que toutes ses propositions ont été acceptées par le sous-comité chargé de rédiger les statuts, mais qu'il s'est senti obligé d'ajouter seulement quelques phrases sur « droits » et « devoirs » et aussi sur « morale et justice » à la demande des Français ; de toute façon, affirme-t-il, elles sont placées de telle manière qu'elles ne pourront nuire au contenu du texte³.

Cependant, le vrai moteur ouvrier qui a fait démarrer l'Internationale se trouvait dans les ateliers de Paris, et les compagnons qui vont au meeting de St. Martin's Hall, Henri Tolain, ciseleur, Perrachon et A. Limousin, ouvrier passementier, ont déjà en tête leur projet d'association internationale.

La plume de Marx fixera dans le *Préambule* les grandes idées que Tolain avait développées dans son discours⁴.

On lit dans les considérants de ce *Préambule* aux statuts provisoires⁵ :

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de sa servitude politique, morale, matérielle (*of servitude in all its forms, of all social misery, mental degradation, and political dependence*);

Que l'émancipation économique des travailleurs est conséquemment le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen (*as a means*).

Le texte original anglais fut traduit rapidement en français à Paris « par un ami sûr » (janvier 1865). Mais la phrase sur l'action politique donnait lieu à différentes interprétations : pour des militants ouvriers anglais et surtout français et suisses, la subordination de la politique à l'émancipation économique signifiait, peut être encore confusément, que l'organisation ouvrière exerçait elle-même l'action politique sans déléguer à un parti politique, toujours perméable aux bourgeois, une prise préalable du pouvoir. C'est cette position sur la politique de l'Internationale qui sera défendue par Bakounine dans les pages de *L'Égalité* en 1869.

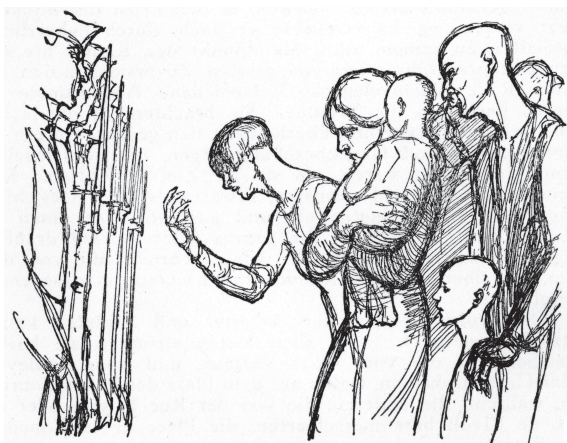
Sans doute Marx l'interprétait-il comme une affirmation de l'indispensable organisation de la classe ouvrière en parti politique en tant que moyen nécessaire pour la conquête du pouvoir politique.

2. *L'Égalité*, n° 30, 14 août 1869. Cf. les articles de Michel Bakounine sur « la politique de l'Internationale » in *Le socialisme libertaire*, textes établis par Fernand Rude. Denoël, Paris, 1973.

3. Lettre à Engels, 4 novembre 1864. Cette lettre se termine par un éloge de Bakounine qui, en passant par Londres, a rendu visite à Marx la veille, avant de partir pour l'Italie combattre Mazzini.

4. Cf. Edouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier* en trois tomes (1836 à 1953). Tome I : 1830 à 1871, sixième partie : La Première Internationale. Armand Colin, Paris, 1948.

5. Cf. James Guillaume, *L'Internationale*, vol. I, éd. Grounauer, Genève, 1980, p. 9 à 13.



Fermin Rocker

La traduction française viendra ajouter à la confusion parce que – probablement sans intention politique précise ou en fonction du climat idéologique qui régnait à Paris – le texte, plus ramassé, modifie ou supprime quelques mots, ce qui donne la formulation suivante :

Que l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude : politique, morale et matérielle ;

Que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique.

L'expression « comme moyen » a disparu. Il est indubitable que la version française met l'accent sur la nature dépendante de tout mouvement spécifiquement politique face à l'émancipation de la classe exploitée.

À sa lecture Marx était contrarié, probablement même fâché, et, comme le dit G. D. H. Cole dans son histoire de la pensée socialiste⁶, il va accuser les « anarchistes » de l'avoir fait exprès avec l'intention de

détourner l'Internationale de sa finalité. Mais quand les Statuts provisoires furent modifiés et approuvés par le Congrès de Genève en 1866, les Considérants furent votés aussi dans leur version française. James Guillaume écrit à ce sujet : « je dois dire que, quant à mes amis des Sections suisses et à moi-même, nous ignorâmes jusqu'en 1870 ou 1871 que la version anglaise des Considérants différait sur quelques points de la version française »⁷.

Les résolutions de la Conférence de Londres, qui s'est tenue aux lendemains de la Commune, ne laissent plus de place aux conceptions divergentes sur la forme de l'action politique et, de surcroît, elles méprisaient l'autonomie des fédérations⁸. Pour plusieurs de ceux qui appartenaient à la tendance fédéraliste et antiautoritaire – et qui avaient été majoritaires au congrès de Bâle (1869) face à deux minorités, proudhonienne et marxiste – la résolution imposant à tous l'opinion de Marx et d'Engels, lesquels prétendaient que les statuts de 1864 impliquaient la nécessité de l'action politique et l'adoption du principe de la conquête préalable du pouvoir, fut ressentie comme un vrai coup d'État. Ce qui n'était pas loin de l'esprit de Marx lui-même : il « écrit à Bolte, le 22 novembre 1871, que le Conseil général avait 'finale-ment porté le coup longtemps préparé' »⁹.

La résolution IX sur « l'action politique de la classe ouvrière » dit dans sa partie centrale¹⁰ :

6. G. D. H. Cole, *Historia del pensamiento socialista*. México, 1958. Vol. II : *Marxismo y anarquismo*, p. 102.

7. James Guillaume, *op. cit.*, p. 11.

8. Sur le manque de représentativité et sur la composition de la Conférence de Londres, voir « Mémoire de la Fédération Jurassienne », in James Guillaume, *op. cit.*, vol. I, p. 192, et le récit d'Anselmo Lorenzo in *El Proletariado Militante*.

9. Cité par Arthur Lehning, *De Buonarroti à Bakounine*, Paris, 1977, p. 280.

10. Cf. James Guillaume, *op. cit.*, vol. I, p. 202-203.

Considérant en outre :

Que contre ce pouvoir collectif des classes possédantes le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes...

Près d'un an plus tard, quand se réunit le cinquième congrès de l'Internationale à La Haye (2-7 septembre 1872), le conflit entre les deux tendances est ouvert. Marx ne tolère plus l'influence croissante de Bakounine et l'importance qu'acquièrent les idées fédéralistes et anti-étatistes au sein de l'organisation internationale des travailleurs¹¹. Ainsi, ce cinquième congrès, entièrement manipulé par le Conseil Général, aura la tâche d'imposer à l'Internationale les résolutions de la Conférence de Londres¹².

Dans la session du 6 septembre, il fut proposé, comme figurait dans l'ordre du jour, d'insérer « la résolution IX » dans les Statuts généraux. La majorité circonstancielle du congrès approuva la motion en modifiant la partie finale comme suit¹³ :

Les seigneurs de la terre et du capital se servant toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, *la conquête du pouvoir politique* devient donc le grand devoir du prolétariat.

Les internationalistes anti-autoritaires, qu'on appelle les anarchistes, se considérant comme les continuateurs de l'esprit fondateur de l'Internationale, se réunissent immédiatement à Zurich et se rendent ensuite à Saint-Imier où le 15 septembre se réunit le Congrès international à l'initiative des Italiens. Les délégués qui se retrouvent au Congrès de Saint-Imier (15-16 septembre 1872) sont ceux de la Fédération espagnole qui viennent de La Haye : Farga Pellicer, Alerini, Morago et Marselau ; les membres de la Fédération italienne : Cafiero, qui était à La Haye à titre personnel, et les autres qui se sont

rencontrés à Zurich : Malatesta, Bakounine, Costa, Nabruzzi et Fanelli ; ceux nommés par la Fédération jurassienne : Guillaume et Schwitzguébel, plus deux délégués de plusieurs sections interdites d'exister en France, et une délégation des sections nord-américaines¹⁴.

11. Lettre de Bakounine à Anselmo Lorenzo (mai 1872) : « Depuis 1868, époque de mon entrée à l'Internationale, j'ai soulevé à Genève une croisade contre le principe même de l'autorité et prêché l'abolition des États, en enveloppant dans la même malédiction cette soi-disant dictature révolutionnaire que les jacobins de l'Internationale, les disciples de Marx, nous recommandent comme un moyen provisoire, absolument nécessaire, prétendent-ils, à la consolidation et à l'organisation de la victoire du peuple. J'ai toujours pensé et je pense qu'une pareille dictature, résurrection inespérée de l'État, ne peut avoir d'autre effet que de tuer la vitalité et la puissance vraiment populaires de la révolution. Voilà les principes que j'ai propagés. Au Congrès de Bâle, nous avons remporté une victoire qu'on peut dire complète, non seulement sur les proudhoniens doctrinaires et pacifiques, les individualistes ou socialistes-bourgeois de Paris, mais encore sur les communistes autoritaires de l'école de Marx. Voilà ce que Marx n'a jamais pu nous pardonner, et pourquoi, aussitôt après ce Congrès, lui et les siens ont commencé contre nous une guerre qui ne tend à rien moins qu'à notre démolition complète. » In A. Lehning, *De Buonarroti à Bakounine*, op. cit., p. 277.

12. Le congrès vote aussi l'expulsion de Bakounine et de Guillaume. La minorité souscrit une déclaration de défense de l'autonomie des fédérations. Les fédérations jurassienne et espagnole ainsi que d'autres délégués font partie de la minorité. La fédération italienne se refusa à envoyer des délégués. Les mois suivants, dans leurs congrès nationaux, les sections anglaise, belge et hollandaise rejetèrent les conclusions de La Haye et se rallièrent à la déclaration de la minorité, laquelle devint ainsi la majorité de l'Association internationale des travailleurs.

13. James Guillaume, op. cit., vol. I, p. 540.

14. Le congrès suivant de la branche anti-autoritaire (le VI^e dans la chronologie de la Première Internationale) se réunira à Genève en septembre 1873 en la présence des fédérations d'Espagne, Hollande, Angleterre, Belgique, Suisse, France et Italie.

La première résolution du Congrès fut la défense de l'autonomie des Fédérations et des sections adoptée à l'unanimité. Autonomie qui s'exprime devant les prétentions autoritaires et jacobines de n'importe quel Conseil Général, et qui doit être reconnue aussi par rapport aux Congrès destinés à échanger et harmoniser, si possible, les positions, « mais dans aucun cas la majorité d'un Congrès quelconque ne pourra imposer ses résolutions à la minorité ».

La troisième résolution, « Nature de l'action politique du prolétariat » prend le contre-pied de la résolution de La Haye :

Le Congrès réuni à Saint-Imier déclare :

1° Que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat;

2° Que l'organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour accélérer cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereux pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui;

3° Que repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la Révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire.

C'est cette déclaration qui fonde, ou qui institue, la branche anti-autoritaire de la Première Internationale et c'est sur elle que se développera internationalement l'anarchisme socialiste et révolutionnaire.

Les arguments opposés à ceux qu'on accusait d'« abstentionnistes » en politique reposaient sur un malentendu ou sur la mauvaise foi parce que jamais les anti-autoritaires n'ont nié le niveau politique de l'action ouvrière ou de classe, mais ils ont combattu la délégation de la lutte politique à une organisation autre que l'organisation de classe. Ils s'opposent à la représentation parlementaire et au compromis électoraliste

qui sont dans la nature de tout parti briguant le « pouvoir politique » entendu comme un organe central de gouvernement, c'est-à-dire un État. La conquête préalable du pouvoir central en tant que condition nécessaire à la modification révolutionnaire de la société, et l'organisation subséquente d'un « pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire » sont le plus sûr moyen de mettre en place une nouvelle élite, de stopper la révolution et de rester dans le vieux monde, ce qu'avaient compris les anarchistes, vérité que l'histoire a montrée sans pudeur aucune.

Sur ces deux piliers – l'ombrageuse autonomie des décisions prises à la base sans chefs ni dirigeants, et sa conséquence logique, la non-délégation de la volonté ouvrière à des représentants politiques – se construit la notion d'*action directe*.

De surcroît, l'action directe ne se limite pas à ces deux propositions, presque de méthode : il y a quelque chose d'autre dans l'idée, un souffle profond qui la porte, et qui est cette conscience spontanée que par sa nature la légalité ne la concerne pas, qu'il y a dans son horizon les lueurs de l'émancipation, le changement radical de société, la révolution sociale.

Déjà les internationalistes de Saint-Imier l'avaient affirmé¹⁵ : « La grève est pour nous un moyen précieux de lutte, mais nous ne nous faisons aucune illusion sur ses résultats économiques. Nous l'acceptons comme un produit de l'antagonisme entre le travail et le capital, [et parce qu'elle permet] de préparer, par le fait des simples luttes économiques, le prolétariat à la grande lutte révolutionnaire et définitive qui, détruisant tout privilège et toute distinction de classe, donnera à l'ouvrier le droit de jouir du produit intégral de son travail... »

Dans ce sillon tracé par les sections anti-autoritaires de la Première Internationale va germer la reconnaissance de la force potentielle qu'enferme la grève si elle

15. James Guillaume, *op.cit.*, vol. II, p. 9.

devient une action conjointe et solidaire de la classe exploitée, qui sera alors la concrétisation de l'action directe: *la grève générale*¹⁶. Adhémar Schwitzguébel, «précurseur du syndicalisme révolutionnaire», comme le nomme J. Guillaume, écrit en 1874: «L'idée d'une grève générale des travailleurs, qui mettrait fin aux misères qu'ils subissent, commence à être sérieusement discutée par les associations ouvrières»¹⁷. En France, quand le mouvement ouvrier commence à se réorganiser après la féroce répression qui suit la Commune, divers congrès ont voté le principe de la grève générale quelquefois en même temps que le recours au parlement, sans arriver à se dégager de leurs mentors politiques.

En 1884 une loi octroie aux travailleurs le droit de s'organiser en syndicats et crée aussi l'obligation de le déclarer à la police, ce qui n'est pas bien accepté par tous¹⁸. Les socialistes, partisans de l'organisation politique, s'efforcent alors de fédérer les groupes corporatifs dans la dépendance du parti. Ainsi, à partir du congrès de Lyon en 1886, la Fédération des syndicats ouvriers de France sera étroitement liée au Parti ouvrier de Jules Guesde, même si des tendances libertaires et antiparlementaires s'exercent, comme au congrès de Bordeaux-Le Bouscat (1888) où est votée la résolution suivante: «Considérant que la grève partielle ne peut être qu'un moyen d'agitation et d'organisation, le Congrès déclare: Que seule la grève générale, c'est-à-dire la cessation complète du travail ou la Révolution peuvent entraîner les travailleurs vers leur émancipation.»

Le Congrès de Marseille en 1892 voit encore la majorité des délégués rester fidèle à la conception marxiste de la prise du pouvoir d'État, comme le note Maitron¹⁹.

Entre-temps se sont produites les grèves pour les 8 heures de travail aux États-Unis et les anarchistes du monde entier feront des Martyrs de Chicago et du

Premier Mai un symbole de l'affrontement sans concessions avec la bourgeoisie. L'agitation et les grèves pour les 8 heures donneront une impulsion grandissante à tous ceux qui défendent l'action directe. Dès 1886, Joseph Tortelier, du syndicat des menuisiers, se dépense sans repos pour faire entendre aux travailleurs la nécessité de recourir à la grève simultanée de tous et de tous les métiers, et Fernand Pelloutier reprenant le flambeau donnera toute son ampleur à la question de la grève générale. En février 1892 quatorze Bourses de travail se réunissent à Saint-Étienne avec la finalité de se fédérer et déclarent d'abord leur indépendance en affirmant que les travailleurs doivent «rejeter d'une façon absolue toute influence des pouvoirs administratifs et gouvernementaux.» Au Congrès de Paris de 1893, qui regroupe les délégués des Bourses du travail et des chambres syndicales, le principe de la grève générale fut adopté à l'unanimité moins une voix.

16. L'idée de grève générale trouve ses antécédents dans les premières organisations corporatives du prolétariat industriel anglais qui en 1834 tente par ce moyen, et en dehors de toute intervention parlementaire, d'imposer les 8 heures de travail dans les usines. Les chartistes défendront le socialisme ouvrier, l'internationalisme de classe et la grève générale. Cf. Edouard Dolléans, *op. cit.*, tome I: 1830 à 1871.

17. Rapport du V^e Congrès de la Fédération des ouvriers graveurs et guillocheurs tenu à La Chaux-de-Fonds, les 17, 18 et 19 mai (1874). Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France. Des origines à 1914*, F. Maspero, Paris, 1975, vol. 1, p. 281-282.

18. Deux années plus tard le Congrès ouvrier de Lyon, avec l'approbation de Guesde lui-même, et malgré l'attrance guesdiste pour la loi (Jules Guesde présentera à la Chambre des Députés en 1894 un projet de loi pour organiser le droit de grève), condamne la loi de 1884 par 74 votes contre 29 et 7 abstentions. Voir Edouard Dolléans, *op. cit.*, tome II, 1871-1920.

19. Jean Maitron, *op. cit.*, p. 286.

Jules Guesde, qui avait été anarchiste aux lendemains du congrès de La Haye²⁰, n'ignore pas la gravité du problème que pose la « grève générale » au socialisme parlementaire et aux marxistes, en tant qu'elle dépossède la représentation politique de toute fonction et qu'elle implique la renonciation à la lutte pour la conquête préalable du pouvoir central.

Le sixième congrès de la Fédération nationale de syndicats se réunit à Nantes (décembre 1894). Pelloutier y participe comme secrétaire adjoint de la Fédération des Bourses du travail. Les militants syndicalistes sont résolus à revendiquer leur autonomie et à rompre les liens de dépendance avec les partis. On vote une motion disant : Considérant « que le dernier moyen révolutionnaire est donc la grève générale », le Congrès « décide : il y a lieu de procéder immédiatement à l'organisation de la grève générale ». Le

résultat du vote est de 65 voix pour, 37 contre et 9 abstentions. La rupture est consacrée et les guesdistes abandonnent la place. La voie est ouverte pour l'action des anarchistes vers le syndicalisme révolutionnaire.

Au niveau international, le Congrès de Londres (1896) de l'Internationale socialiste (II^e Internationale), suivant des discussions déjà tenues dans les premiers congrès de Paris et Bruxelles, et dans un climat très tendu, décide que seules seraient invitées à l'avenir les « organisations purement corporatives qui, bien que ne faisant pas de politique militante, déclarent reconnaître la nécessité de l'action législative et parlementaire ». Et il est ajouté de façon explicite : « En conséquence les anarchistes seront exclus »²¹.

Une nouvelle fois, comme en 1872, l'exclusion, ou plutôt la césure entre socialistes autoritaires et anarchistes n'a pas été négative pour les antiautoritaires. Les années qui vont suivre seront la période de la formation et de la consolidation dans différents pays des associations de travailleurs centrées sur l'action directe et l'autonomie des fédérations²². La lutte quotidienne des travailleurs pour se défaire de l'exploitation et de la misère sera façonnée par cette dichotomie entre le recours à la grève partielle, la pétition aux autorités, l'action législative et la pratique parlementaire d'un côté, et de l'autre l'action directe, la force de l'organisation collective, le sabotage, la « gymnastique révolutionnaire ».

Deux attitudes, deux mentalités pourrait-on dire, naissent de cette dichotomie. Ainsi, si on affronte les puissants le ton sera dur et conquérant, par contre si on demande aux pouvoirs publics une amélioration des conditions de travail ou de salaire on le fera dans les formes et la bienséance que les normes exigent. À titre d'exemple parmi des milliers, en Espagne, pendant les grèves du 1^{er} mai 1890, le

20. Voir J. Maitron, *op. cit.*, p. 88.

21. Du côté anarchiste étaient présents : Elisée Reclus, Pierre Kropotkine, Errico Malatesta, Pietro Gori, Louise Michel, F. Domela Nieuwenhuis, Gustav Landauer, Joseph Tortelier, Christian Cornelissen, Fernand Pelloutier, Paul Delesalle, etc.

22. La CGT française devient une force et les anarchistes donneront leur contribution à la Charte d'Amiens (1906) et à la formulation du syndicalisme révolutionnaire. En Argentine la FORA adoptera sa position « finaliste » en 1905 ; la même année naît l'IWW (Industrial Workers of the World) aux Etats-Unis, et le mouvement renaît en Espagne avec Solidaridad Obrera en 1907. En Allemagne la FVDG (Association Libre des syndicats allemands) se trouve à l'origine du syndicalisme révolutionnaire, avant la guerre de 14, et après 1919 prendra le nom de FAUD (Freie Arbeiter Union Deutschland). En Italie, le Comitato di Azione Diretta, antécédent de l'USI, est créé en 1907. Une histoire spéciale serait nécessaire pour parler des fédérations antiautoritaires dans chaque région du globe : Pérou, Mexique, Chili, Uruguay, Japon, Russie en 1905 et en 1917-1922, Suède, Pays-Bas, etc. Voir *De l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire*, éd. CNT-RP/Nautilus, Paris, 2001.

manifeste anarchiste du groupe Los Desheredados martèle : « La liberté ne se demande pas, elle se prend... La journée de huit heures, nous ne l'aurons pas avec des manifestations pacifiques et avec d'inutiles et serviles pétitions; nous l'aurons en nous imposant et l'imposition est dans la grève. » En revanche, le journal socialiste *El eco de los obreros toneleros* (1890) exprime le désir des ouvriers tonneliers en écrivant²³ : « En tenant fidèlement la parole engagée devant les très dignes autorités, devant le public et notre humble classe, de ne pas nous mélanger à la grève générale; le fait qu'aucun de nos camarades du métier n'ait souffert de la moindre répression de la part des responsables de l'ordre public donne une idée de notre sagesse... »

Dans d'autres lieux du monde, la même différence de tactique et d'attitude correspondante maintient la querelle envenimée entre anarchistes et socialistes au sein de la classe ouvrière. En 1901, après de longs efforts pour limer les rugosités du dialogue, le congrès de fondation de la Fédération Ouvrière Argentine (FOA) se réunit à Buenos Aires. La première résolution prise à l'unanimité affirme que la Fédération « n'a d'engagement d'aucune sorte ni avec le parti socialiste ni avec l'anarchiste, ni aucun autre parti politique, et que son organisation, son développement et son champ d'action sont totalement indépendants et autonomes ».

Après cette déclaration de principe, les divergences entre voies légaliste et révolutionnaire feront surface malgré les concessions mutuelles des deux camps. La première discussion sérieuse portera sur l'*arbitrage*. L'action directe était, on pourrait le dire, un « article de foi » pour les anarchistes, comme l'arbitrage l'était pour les socialistes. Le rapporteur de la motion était Inglan Lafarga²⁴, un anarchiste qui proposa au congrès un vote défavorable. Mais l'intervention de Pietro Gori²⁵, son prestige international et ses talents d'orateur,

permettront l'adoption d'une motion de compromis : la FOA « se réserve dans certains cas la résolution de conflits économiques entre le capital et le travail par le jugement arbitral, n'acceptant comme arbitre que les personnes qui présentent des garanties de respect pour l'intérêt des travailleurs » (21 votes pour, 17 contre et 4 abstentions). Les journaux anarchistes *El Rebelde* et *La Protesta Humana* remplissent leurs colonnes d'articles fustigeant l'intervention de Gori qui se voit obligé de s'expliquer et de clarifier sa position.

C'est maintenant le tour des socialistes de faire preuve de compréhension et de limiter leurs critiques sur la grève générale. La résolution du congrès « reconnaît que la

23. Cf. Juan Alvarez Junco, *La ideología política del anarquismo español (1868-1910)*, Siglo XXI, Madrid, 1976, p. 552-553.

24. Gregorio Inglan Lafarga (?-1929), ouvrier ébéniste et journaliste anarchiste. Né en Catalogne, il émigre en Argentine. En 1897 il est le premier directeur de *La Protesta Humana* (journal qui prendra le nom de *La Protesta* et deviendra quotidien à partir de 1904). Il est délégué par les cheminots de Rosario au congrès de fondation de la FOA.

25. Pietro Gori, anarchiste très actif, était avocat. Né à Messine (Italie) le 14 août 1865, il doit s'exiler en 1894 pour échapper à la répression, mais retourne en Italie en 1898 pour défendre Malatesta et d'autres inculpés suite à la Grève générale de janvier à Ancône. Suivent les émeutes de Milan, où l'armée tira sur la foule. La répression fut féroce. Pietro Gori sera condamné à 21 ans de prison. Il s'exilera alors à Buenos Aires où il continuera son activité militante et prendra part comme délégué des cheminots de Rosario, avec G. Inglan, au congrès constitutif de la Federación Obrera Argentina (FOA), qui donnera naissance en 1904 à la FORA (Federación Obrera Regional Argentina). Pendant son séjour il dirigera la revue *Criminología moderna*. En 1902, Gori revient en Europe, et crée, à Rome, en 1903 avec Luigi Fabbri, la revue anarchiste *Il Pensiero*. Il écrit de la poésie, des pièces de théâtre, etc., et est l'auteur de la célèbre chanson « Addio Lugano bella ». Il meurt à l'âge de 46 ans, le 8 janvier 1911.

grève générale doit être l'arme suprême dans la lutte économique entre le capital et le travail», donnant ainsi satisfaction aux anarchistes, mais elle ajoute un petit bémol: il faut que cette arme soit utilisée « quand l'opportunité de la promouvoir avec la probabilité de la gagner a été démontrée ». Ajout demandé par les socialistes, et que les anarchistes considéraient comme une simple déclaration de bon sens. La presse socialiste combattra âprement les raisons qui ont conduit des délégués socialistes à accepter cette concession aux positions anarchistes.

Dans le même esprit, le Congrès approuve comme tactique de lutte le *boycott*, proposition défendue par le socialiste Francisco Cuneo, et le *sabotage* soutenu par l'anarchiste Inghan.

La fragile entente de cette courte période ne durera pas. L'année suivante le deuxième congrès de la Fédération ouvrière (juin 1902) verra le départ de la minorité socialiste, laissant la place libre à une forte majorité anarchiste qui dans les congrès suivants arrimera l'organisation ouvrière à la pratique exclusive de l'action directe et à la défense farouche de cette méthode tout le long de son existence²⁶.

A cette même époque se consolide en France la tendance à une synthèse idéologique, élaborée essentiellement, comme le dit Maitron, au sein du Comité confédéral de la CGT, et qui réunit anarchistes, allemanistes, marxistes et blanquistes dans le compromis relatif

représenté par la doctrine du syndicalisme révolutionnaire. Le Congrès anarchiste d'Amsterdam en 1907, une année après la « Charte d'Amiens », mettra au clair les différences entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire, mais « durant la période 1894-1902 »²⁷ beaucoup de militants ouvriers en France ont identifié les deux « étiquettes », étant donné que l'action anarchiste dans les syndicats avait insufflé au syndicalisme révolutionnaire l'idée que la lutte contre le capital et l'État était frontale, qu'elle devrait aboutir à l'abolition du salariat et au changement radical de société. Et l'anarchisme avait aussi ancré la conviction que le chemin de la révolution passait par le combat de la classe ouvrière organisée: l'action directe et la grève générale. Un vrai manifeste de cette position est le texte publié par Emile Pouget en 1904, *L'action directe*, action qu'il définit comme « l'expression symbolique de la révolte ouvrière. L'action directe c'est la force ouvrière en travail créateur. »

D'autres figures de l'action directe

À côté du sens premier, construit sur l'expérience historique du prolétariat militant, d'autres formes de l'agir des révoltés dans des situations diverses ont été assimilées à l'action directe.

Déjà en 1876 aux lendemains du congrès de Berne²⁸, les délégués fédéraux Errico Malatesta et Carlo Cafiero envoient une lettre au *Bulletin de la Fédération jurassienne* déclarant que « La fédération italienne croit que le fait insurrectionnel, destiné à affirmer par des actes les principes socialistes, est le moyen de propagande le plus efficace »²⁹. Joignant le fait à la parole, mus par les mêmes préventions que Pisacane³⁰ contre les doctrinaires, les internationalistes cherchent à déclencher l'insurrection populaire dans les villages du Bénévent en Italie (*Banda del Matese*, mars 1877). Ainsi naît une conception de

26. De *l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire*, op. cit., p. 91-94.

27. Jean Maitron, op. cit., p. 322.

28. Huitième Congrès général de l'Internationale tenu à Berne (26-29 octobre 1876).

29. *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 3 déc. 1876.

30. Carlo Pisacane (1818-1857) revendique dans son *Testamento*, très connu des internationalistes, les actes qui font « une propagande plus efficace que mille volumes écrits par les doctrinaires ». Cf. Pier Carlo Masini, *Storia degli anarchici italiani*. Rizzoli, Milano, 1968, p. 109.

l'action appelée «propagande par le fait» qui, dérivant une quinzaine d'années plus tard vers l'acte individuel, laissera une empreinte persistante dans l'imaginaire collectif en liant, avec le pathos du sang versé et du sacrifice assumé, «l'anarchiste et la bombe». Transformée en vignette, cette image sera constamment répétée et stimulée par la presse bourgeoise, repoussant dans l'ombre les profondes différences qui existent entre une action destinée à susciter l'insurrection, le tyrannicide, et l'attentat aveugle.

Quand le 14 juillet 1881 se réunit à Londres le Congrès socialiste révolutionnaire international dans les salons d'un cabaret d'Euston Road, la police était sur le qui-vive. Le préfet de police de Paris, Andrieux, avait réussi à introduire son agent secret, Serreaux alias Spilleux, dans la délégation française composée entre autres de Louise Michel et Kropotkine. Le gouvernement de Saint-Petersbourg était particulièrement alarmé et, après le congrès, franchement épouvanté par les «propos de ces mécréants», propos que les agents du tsar dans leurs rapports avaient évidemment «épicés» à la mesure des déclarations enflammées du provocateur Serreaux qui parlait d'incendies, d'assassinats, de bombes à la dynamite.

Le climat politique de l'époque facilitait les débordements verbaux. Quatre mois auparavant, après sept tentatives ratées ou déjouées, Alexandre II était tombé sous les bombes de la Narodnaïa Volia (la Volonté du Peuple) le 1^{er} mars 1881 à Saint-Petersbourg. Les révolutionnaires arrêtés comme responsables de l'attentat seront pendus le 14 avril. Parmi les suppliciés se trouvait Sofia Perovskaïa, ancienne camarade de Kropotkine. La nouvelle arriva rapidement à Genève, où celui-ci vivait, lui causant une grande douleur et une indignation extrême. Kropotkine et sa compagne Sophie se déclarèrent prêts à se mettre à la disposition de la Narodnaïa

Volia pour travailler en Russie, mais les amis russes, Stepniak et Tcherkessof, les dissuadèrent en insistant sur l'importance de la présence à Londres de Kropotkine comme délégué des groupes de Lyon au congrès de juillet, en particulier parce que ce congrès devait décider de la refondation de l'Internationale³¹. Malgré la situation émotionnelle tendue qui y régnait, le congrès affirma l'autonomie des fédérations et vota la création d'un bureau international qui n'aura pas d'existence réelle, mais le Congrès de Londres restera dans les mémoires pour avoir approuvé la résolution suivante :

«Considérant que l'AIT a reconnu nécessaire de joindre à la propagande verbale et écrite la propagande par le fait [...]», le congrès émet le vœu que les organisations adhérentes propagent par *des actes* les idées révolutionnaires en «sortant du terrain légal [...] pour porter notre action sur le terrain de l'illégalisme, qui est la seule voie menant à la révolution». Il est nécessaire alors «d'avoir recours à des moyens qui soient en conformité avec ce but.» Et en conséquence «les sciences techniques et chimiques, ayant déjà rendu des services à la cause révolutionnaire et étant appelées à en rendre de plus grands encore», doivent être étudiées et appliquées³².

C'est peut-être la traque menée par les nihilistes russes contre le tsar qui éperonna les esprits en apportant cette fascination pour la violence individuelle, pour la chimie et la dynamite, qui envahit les colonnes des journaux et produisit ses effets sociaux pendant la courte période des attentats anarchistes en France³³. L'acte

31. Cf. G. Woodcock et I. Avakoumovitch, *Pierre Kropotkine. Le prince anarchiste*. Calmann-Lévy, Paris, 1953, p. 127-130.

32. Jean Maitron, *op. cit.*, p. 114.

33. Jean Maitron, *op. cit.*, vol I: «L'ère des attentats (1892-1894)». Dans la catégorie des actions individuelles il faut mettre à part le tyrannicide, qui exige une autre analyse.

illégal ou violent déconnecté de l'action collective, du mouvement ouvrier ou d'une visée insurrectionnelle, trouva rapidement ses limites. Les chaînes qui nous entravent traversent le tissu social. On peut anéantir la volonté d'un autocrate, mais ce n'est pas avec des bombes qu'on dynamite un rapport de domination. Cependant, la «propagande par le fait», dénotant une volonté farouche d'intervenir, de changer le cours des choses, rattachée par ses origines à l'insurrection, sera facilement identifiée à l'action directe.

Avec le passage du temps, des nouvelles conditions de la lutte sociale ont fait leur apparition et le rapport des forces s'est aussi modifié. Dès lors, de plus en plus éloignée du champ syndical comme conséquence de la légalisation, donc de la réglementation croissante du droit de grève, l'action directe fut comprise plutôt dans un sens large comme le fait «d'agir par soi-même», de ne pas déléguer, comme une façon de lutter sans rien demander à une autorité tutélaire.

Ainsi Voltairine de Cleyre, dans une conférence faite à Chicago en 1912, en défendant l'organisation ouvrière et la grève générale, affirma que «tant que la classe ouvrière internationale ne se réveillera pas, la guerre sociale se poursuivra», et elle justifia toutes les formes de «l'action directe»: la grève, le boycott, l'acte individuel aussi bien que la bombe de Haymarket. Voltairine de Cleyre avait commencé par critiquer l'amalgame intentionnel entre l'«action directe» et les «attaques violentes contre la vie et la propriété» des personnes. Non, dit-elle, «toute personne qui a revendiqué un droit, seule ou avec d'autres, a pratiqué l'action directe.» Les IWW utilisent la tactique de

l'action directe, mais tout le monde peut la pratiquer en «se refusant à avoir recours à l'action politique»³⁴. L'action politique est l'action indirecte, celle qui fait appel à des représentants.

C'est le recours à l'action indirecte – méthode impuissante pour casser le carcan de l'exploitation capitaliste et de la domination politique – qui, lentement mais sûrement, domestiqua la grève, intégra l'organisation ouvrière au système établi, imposa la collaboration de classes et consolida la soumission traditionnelle de l'ouvrier au patron, de la majorité à l'élite.

La grève sauvage

Le 25 août 1884 en France, la même année où fut promulguée la loi qui légalisait les organisations syndicales, le ministre de l'Intérieur Waldeck-Rousseau recommande aux préfets de prêter leur concours à l'organisation des associations professionnelles. En Allemagne, une année auparavant, Bismarck avait élaboré le premier des grands systèmes d'assurances sociales obligatoires. Dès les dernières années du XIX^e siècle ou dès le début du XX^e siècle, les États européens prendront en charge la condition ouvrière en établissant progressivement des lois de protection et de contrôle. Ainsi seront approuvées par les parlements des lois capitales concernant les accidents du travail, la vieillesse, la maladie, l'invalidité, le chômage. La loi de 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes est votée en même temps que commence la rédaction du Code du travail et de prévoyance sociale; en 1932 sera promulguée la loi sur les allocations familiales, etc. Après la Libération, l'essentiel du système appelé «Sécurité sociale» sera bien établi en France³⁵.

Le mouvement ouvrier se trouva alors prisonnier dans le filet d'un dilemme de fer. Il condamna en principe, poussé par la puissance du courant révolutionnaire, la

34. Voltairine de Cleyre, *D'espoir et de raison. Écrits d'une insoumise*. Lux, Québec, 2008, p. 138.

35. Henri Hatzfeld, *Du paupérisme à la Sécurité Sociale, 1850-1940*. Armand Colin, Paris, 1971.

prise en charge par l'État de la vie quotidienne de chaque travailleur, homme ou femme, et de leurs enfants. Mais, saisi à la gorge, rongé par les longues journées de travail, par le chômage et par la pauvreté, le prolétaire ne pouvait pas se refuser à l'amélioration de sa condition d'où qu'elle vienne. Il dut payer le prix et échanger la fierté de la révolte pour la soumission à la pitance.

Au congrès d'Amiens, Merrheim³⁶ intervient pour fustiger les lois ouvrières en préparation, dénoncées comme des formes d'embrigadement du syndicalisme. En 1912, la CGT lutta encore de manière antiparlementaire contre la législation sur la sécurité sociale, dont elle organisait le boycottage. Mais depuis la création de l'Internationale rouge, la CGT, inféodée à Moscou, oublia ses origines et l'autonomie des fédérations, jusqu'à rayer de ses statuts, après 1968, l'abolition du salariat qui y figurait encore. Le chemin de la loi prôné par la social-démocratie l'emporta et la lutte ouvrière, embourbée dans le marécage de la collaboration de classes, perdit l'ambition de changer la société, perdit sa finalité révolutionnaire. La voie parlementaire prit le devant face à l'action directe.

La contradiction constitutive de l'organisation ouvrière révolutionnaire, immédiatiste et finaliste en même temps, maintenait la tension interne qui faisait sa force, et cette tension fut rompue au profit de la seule revendication immédiate, de la seule « amélioration possible », de l'augmentation du « pouvoir d'achat » – pas plus en tout cas que ce que le capitalisme ne permet –, en abandonnant la recherche de l'abolition du régime du salariat, en lâchant l'espoir de la libération.

Les Internationalistes savaient que « la grève est [...] un moyen précieux de lutte », mais ils ne comptaient pas « sur ses résultats économiques ». L'action directe devait dépasser le niveau corporatif, susciter la grève solidaire et aller vers la

grève générale. On n'imaginait pas une grève générale pour 24 ou pour 48 heures, elle visait l'insurrection ou la révolution. Ce qui permettait de dire : « Une grève est une révolte ou une duperie ».

La grève légalisée, réglementée, domestiquée, obligea l'action directe à se réfugier dans la grève sauvage, dans les occupations d'usines, dans la séquestration de patrons, dans le sabotage. Par l'un de ces retournements que connaît l'histoire, nous sommes revenus aux méthodes des origines. Dans ces méthodes, centrées sur l'action directe, l'espérance d'un nouveau départ peut trouver ses marques.

Eduardo Colombo

36. Alphonse Merrheim (1871-1925), ouvrier chaudronnier, syndicaliste révolutionnaire, secrétaire de la Fédération du cuivre, membre du Comité confédéral de la CGT.